



Assemblée générale

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
7 novembre 2013
Français
Original : anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 9 octobre 2013, à 15 heures

Président : Kohona (Sri Lanka)

Sommaire

Point 85 de l'ordre du jour : L'état de droit aux niveaux national et international
(suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée, être adressées dès que possible au Chef de la Section d'édition des documents officiels (srcorrections@un.org), et être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

13-50589X (F)



Mercl de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 85 de l'ordre du jour : L'état de droit aux niveaux national et international (suite)
(A/68/213)

1. **M. Diallo** (Sénégal) dit que les États Membres doivent mobiliser tous leurs efforts pour promouvoir l'état de droit, une tâche qui est au cœur de la mission de l'Organisation des Nations Unies, afin de réaliser le noble objectif d'un monde de paix et de justice où la dignité humaine est préservée. L'état de droit est aussi le fondement de la démocratie, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme – qui sont des impératifs pour toutes sociétés contemporaines – et la seule garantie du développement durable.

2. La délégation sénégalaise note avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies appuie actuellement les efforts de plus de 150 pays pour promouvoir l'état de droit au niveau national. Face aux défis complexes auxquels un monde secoué par des crises multiples et multiformes est confronté, les pays en développement en particulier ont besoin de l'aide de l'Organisation pour renforcer leurs capacités. La Déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (résolution 67/1) constitue une bonne base pour mener une action concrète.

3. Depuis son accession à la souveraineté, le Sénégal n'a ménagé aucun effort pour mettre en place un État régi par la primauté du droit, et le respect des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives. La Constitution sénégalaise consacre le principe de la séparation des pouvoirs et prévoit expressément l'indépendance des pouvoirs judiciaire et législatif par rapport à l'exécutif. Au plan politique, le dialogue et la consultation ont permis des alternances politiques pacifiques. Comme la bonne gouvernance et la transparence sont des valeurs constitutionnelles, les autorités s'attachent à lutter contre les détournements de fonds publics, la corruption, la concussion et les infractions similaires. De nouvelles institutions ont été mises en place pour lutter contre la corruption, notamment une cour spéciale et des instances administratives qui disposent de pouvoirs d'enquête et peuvent saisir la justice.

4. Au plan international, le respect de l'état de droit est la seule garantie de la coexistence pacifique entre les nations. Le respect et l'application des règles et

principes généralement acceptés, notamment ceux consacrés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que des traités multilatéraux, sont essentiels. Les violations fréquentes et flagrantes du droit international et l'absence de volonté politique de se conformer à ses règles entravent sérieusement l'instauration de relations internationales exclusivement fondées sur l'état de droit. La délégation sénégalaise rend hommage au rôle que jouent les juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale, dans l'avènement d'un monde plus juste et pacifique.

5. **M^{me} Hafiz** (Arabie saoudite), soulignant que la résolution 67/97 de l'Assemblée générale invite les États Membres à se prononcer sur le sous-thème « L'état de droit et le règlement pacifique des différends internationaux », dit que la délégation saoudienne est résolue à le faire, considérant que l'état de droit est le fondement essentiel du développement, des droits de l'homme, de la sécurité et de la paix. Toutes ces conditions ont été réalisées en Arabie saoudite, ce qui a permis au pays d'accueillir plus de 3 millions de pèlerins durant le Hajj. La Constitution s'inspire de la charia musulmane, qui consacre les principes des droits de l'homme et l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

6. Au niveau international, il est nécessaire de respecter le droit international, en particulier tel qu'il est consacré dans la Charte des Nations Unies. Les relations extérieures de l'Arabie saoudite reposent sur le non-alignement, la coopération avec les États amicaux, la participation active aux organisations internationales, la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et le règlement pacifique des conflits internationaux. La candidature de l'Arabie saoudite à un siège au Conseil de sécurité est fondée sur cette politique pacifique, caractérisée par une attitude conciliante et un rejet vigoureux du terrorisme. À cet égard, l'Arabie saoudite s'oppose fermement à toute assimilation de l'Islam au terrorisme.

7. L'Arabie saoudite est éprise de paix; elle a toujours appuyé toutes les initiatives de paix arabo-israéliennes et les efforts visant à faire du Moyen-Orient une zone exempte de toutes les armes de destruction massive. Elle a toujours soutenu que la force ne devait jamais constituer un instrument de politique étrangère. Elle est fière d'avoir été un des membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, parce qu'elle est profondément convaincue du

rôle qui revient à cette dernière dans le maintien de la paix et de la sécurité dans le cadre de la communauté internationale. L'Arabie saoudite est également un membre actif d'autres organisations internationales. Sa politique étrangère repose sur l'adhésion à la Charte et l'application des traités auxquels elle est partie, du droit international général et de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. L'initiative du roi d'Arabie saoudite de créer le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme à New York et le Centre international Roi Abdallah Bin Abdelaziz pour le dialogue interconfessionnel et interculturel à Vienne ne sont que deux exemples de son attachement aux buts des Nations Unies.

8. **M. Adamov** (Biélorus) dit que le thème du débat de la session en cours, l'état de droit et le règlement pacifique des différends internationaux, est une suite logique du débat qui a eu lieu à la session précédente à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux (résolution 37/10 de l'Assemblée générale). La délégation du Biélorus pense avec le Vice-Secrétaire général que les accords régionaux peuvent considérablement contribuer au règlement pacifique des différends. Ce potentiel est illustré, par exemple, par le fait que Minsk est le siège du Tribunal économique de la Communauté d'États indépendants (CEI) et du Tribunal de la Communauté économique eurasiennne (EURASEC). Ce dernier tribunal connaît actuellement des différends découlant d'accords conclus dans le cadre de l'union douanière et de l'espace économique unique.

9. Régler les différends susceptibles de naître par des procédures établies sur la base des principes et règles fondamentaux du droit international, dans une atmosphère de respect mutuel et un esprit de compromis, permet de régler les conflits de manière définitive et permanente. La Charte des Nations Unies et la pratique internationale offrent toute une série d'instruments de règlement pacifique des différends internationaux. Sont nécessaires de nouvelles approches afin de convaincre les États Membres de recourir à ces instruments, par exemple des recommandations adressées par le Conseil de sécurité à des pays en conflit afin qu'ils aient recours à la médiation ou au règlement judiciaire pour régler leurs différends et la création de fonds d'affectation spéciale pour défrayer certains États qui recourent aux juridictions internationales.

10. Les sanctions économiques, financières ou commerciales unilatérales appliquées hors du cadre du Conseil de sécurité ne sauraient contribuer au règlement pacifique des différends. Dans la Déclaration adoptée lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit, les États sont priés de s'abstenir d'appliquer de telles mesures unilatérales non conformes au droit international et à la Charte et qui entravent le développement économique et social de pays en développement.

11. L'état de droit présuppose l'égalité de tous les sujets de droit international et exige de ceux-ci qu'ils exécutent les obligations que ce droit met à leur charge. Les organes et institutions du système des Nations Unies devraient donner l'exemple à cet égard en menant toutes leurs activités dans le strict respect des dispositions relatives à leur mission de l'instrument qui les a créés. La délégation du Biélorus accueille avec satisfaction toutes mesures propres à optimiser les activités des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit. À cet égard, tous les organes de l'Organisation, y compris les organes créés par des traités relatifs aux droits de l'homme, devraient veiller à ne pas outrepasser leur mandat.

12. L'état de droit est étroitement lié non seulement au développement mais aussi à de nombreux autres aspects importants de l'agenda international. L'assistance technique que fournit l'Organisation aux États pour renforcer leur capacité de s'acquitter de leurs obligations internationales et réformer leurs systèmes judiciaires et procédures législatives peut contribuer au règlement de toute une série de problèmes.

13. **M. Misra** (Inde) dit que la Déclaration adoptée par la réunion de haut niveau sur l'état de droit fait le bilan de la situation politique, sociale et économique contemporaine et insiste sur l'application des principes de l'état de droit en vue de réaliser les objectifs de la paix et de la sécurité internationales, de la coexistence pacifique, de l'égalité entre les sexes et du développement. Elle souligne aussi qu'il importe de réformer le Conseil de sécurité, ce qui, pour la délégation indienne, est indispensable pour que cet organe soit plus largement représentatif, efficace et transparent de devrait être fait dès que possible.

14. En ce qui concerne l'état de droit au niveau national, la délégation indienne pense avec le Secrétaire général que les lois doivent être

publiquement promulguées et également appliquées, que leur respect doit être assuré par une justice indépendante et qu'elles doivent être conformes aux normes et principes internationaux en matière de droits de l'homme. Il est toutefois important de ne pas oublier qu'au niveau national l'élaboration des lois relève exclusivement du parlement national; l'état de droit est un concept fondamental qui doit être pleinement observé dans l'élaboration et l'application des lois, mais il n'en existe aucune définition établie. Une magistrature indépendante, un système judiciaire efficace et transparent et l'égalité d'accès à la justice sont aussi essentiels pour la promotion de l'état de droit.

15. En ce qui concerne le thème du débat en cours, le règlement des différends internationaux par les moyens pacifiques prévus à l'Article 33 de la Charte est une question hautement prioritaire pour réaliser l'objectif de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le règlement judiciaire est un mécanisme important à la disposition des États Membres. La Cour internationale de Justice s'est montrée remarquablement efficace dans le règlement pacifique des différends et a la réputation méritée d'être une institution impartiale qui maintient les normes juridiques les plus élevées. De plus, la Cour permanente d'arbitrage joue un rôle important dans le règlement des différends auxquels sont parties des États, des entités étatiques, des organisations intergouvernementales et des entités privées.

16. L'Inde défend vigoureusement le respect de la souveraineté, de l'intégrité et de l'indépendance politique des États et estime que toute ingérence non autorisée dans les affaires intérieures d'un État, tout comme l'emploi de la force, doit être évitée. Le respect des principes de l'état de droit et le renforcement de la coopération entre les États Membres peut garantir le règlement pacifique des différends internationaux.

17. **M. Otsuka** (Japon) dit que l'état de droit est le fondement nécessaire de toute société. Les cours et tribunaux internationaux, notamment la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et la Cour pénale internationale, jouent un rôle vital dans le maintien de la paix et de la sécurité par le règlement pacifique des différends et le renforcement d'un système fondé sur des règles dans le cadre d'une application du droit équitable et impartial. La contribution financière substantielle qu'apporte le Japon à ces institutions judiciaires internationales et la

présence de ressortissants japonais parmi les juges attestent l'attachement du Japon à l'état de droit.

18. La délégation japonaise rend hommage au travail qu'accomplit la Commission du droit international en codifiant et en explicitant le droit international, contribuant ainsi à la mise en place d'un système juridique international stable et prévisible. À la session en cours, la Sixième Commission doit examiner plusieurs importants projets d'articles élaborés par la Commission du droit international, y compris le projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières destiné à servir de base à l'utilisation équitable et raisonnable et à une bonne gestion de ces aquifères. La délégation japonaise est fermement convaincue que ce projet d'articles constitue une bonne base pour la mise en place d'un système stable dans le domaine de la gestion des eaux souterraines.

19. Les accords régionaux jouent également un rôle crucial dans la promotion de l'état de droit. Un exemple en est donné par l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, que le Japon soutient avec constance. Le Gouvernement japonais fournit aussi une assistance à des pays en développement, en particulier dans la région de l'Asie et du Pacifique, pour les aider à se doter de systèmes juridiques stables et de ressources humaines aux fins d'une bonne administration de la justice.

20. **M. Joyini** (Afrique du Sud) dit que le règlement judiciaire des différends est au cœur de l'état de droit qui est quant à lui l'un des piliers essentiels de la démocratie. L'état de droit a trois aspects fondamentaux, à savoir que chacun y est assujéti, que chacun est soumis à la loi commune et aux tribunaux de droit commun et qu'il ne saurait y avoir de lois spéciales ni de juridictions distinctes pour certains groupes ou individus.

21. Pour que le règlement judiciaire des différends soit conforme aux principes de la justice, les États doivent fournir une aide juridictionnelle à ceux qui sont pauvres et vulnérables. En tant que co-auteur des Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale (résolution [67/187](#) de l'Assemblée générale), l'Afrique du Sud a été parmi les pays prônant la nécessité de permettre aux accusés indigents d'avoir davantage accès aux services d'un conseil. L'aide juridictionnelle fait partie intégrante du droit d'accès à la justice et du droit à un procès équitable et

protège les membres les plus vulnérables de la société contre la détention provisoire abusive, la torture, les aveux obtenus par la force et autres abus. La délégation sud-africaine espère inspirer d'autres États en accueillant une conférence internationale sur cette importante question en 2014.

22. Convaincue que l'état de droit est un élément clef de toute stratégie visant à réaliser une paix durable à long terme, l'Afrique du Sud s'attache activement à promouvoir, avec le Danemark, le principe de complémentarité et est résolue à contribuer à faire en sorte que les États aient les moyens de mener des enquêtes sur les crimes graves et d'en poursuivre les auteurs. Au niveau international, l'Afrique du Sud promeut la paix et l'harmonie dans le cadre d'accords bilatéraux et trilatéraux et par des activités de médiations dans divers régions du monde.

23. En l'absence de système obligatoire de règlement judiciaire des différends, les États interprètent leurs obligations juridiques internationales de manières différentes et souvent incompatibles. On pourrait remédier aux maux particuliers qu'engendre cette interprétation, ou au moins les réduire considérablement, en recourant systématiquement aux mécanismes internationaux de règlement pacifique des différends, en particulier à la Cour internationale de Justice et au Tribunal international du droit de la mer. Ces mécanismes devraient être renforcés. D'autre part, la délégation sud-africaine estime que l'état de droit ne sera pas respecté au plan international tant que le Conseil de sécurité, responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales, demeurera non représentatif.

24. **M^{me} Dieguez La O** (Cuba) dit que le Gouvernement cubain réaffirme qu'il est résolu à promouvoir l'état de droit au sens propre du terme, ce qui permettrait de transformer l'ordre international actuel, qui est injuste. Le processus doit commencer par une réforme de l'Organisation des Nations Unies donnant l'exemple de la transparence et de la démocratie et permettant une pleine participation de l'ensemble de la communauté internationale au règlement des problèmes que connaît la planète. Les réformes devraient renforcer le rôle central de l'Assemblée générale, le seul organe à composition plénière et qui soit chargé de développer progressivement et de codifier le droit international. Le véritable état de droit implique aussi une démocratisation des organisations internationales

économiques, monétaires et financières qui les place au service du développement pour l'ensemble des peuples et non pour le seul profit de quelques-uns. Il implique également une réforme profonde du Conseil de sécurité qui doit devenir un organe ouvert à tous, transparent et démocratique reflétant les véritables intérêts de la communauté internationale. La délégation cubaine réserve sa position sur le paragraphe 28 de la Déclaration sur l'état de droit, jugeant qu'il est insultant pour la communauté internationale de dire que le Conseil de sécurité a apporté une contribution positive à l'état de droit. Certains membres permanents du Conseil violent ouvertement le droit international, voire les décisions du Conseil lui-même, pour imposer leurs objectifs politiques et leur domination militaire aux pays en développement.

25. L'égalité souveraine, l'exécution de bonne foi des obligations, le règlement pacifique des différends, le non-recours à la menace ou l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des États, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et la non-sélectivité doivent être les principes fondamentaux régissant en toutes circonstances la conduite des États. Cuba condamne toute tentative visant à se substituer aux autorités nationales d'un pays, en violation du principe clairement énoncé dans la Déclaration de la maîtrise nationale des activités dans le domaine de l'état de droit. La promotion de l'état de droit doit prendre comme point de départ le respect des institutions légales de tous les États et la reconnaissance du droit souverain des peuples d'établir les institutions juridiques et démocratiques qui correspondent le mieux à leurs intérêts sociopolitiques et culturels. Les activités visant à renforcer les systèmes juridiques nationaux doivent être menées avec le consentement des pays concernés, dans le respect de l'autodétermination des peuples, et ne doivent être subordonnées à aucune condition politique. La délégation cubaine a noté avec préoccupation que l'intention avait été exprimée d'imposer un concept de l'état de droit et d'établir un mécanisme de suivi indépendant de la Sixième Commission; elle rejette toute tentative de politiser la question au prétexte que celle-ci serait transversale. Tous les membres de l'Organisation sont représentés à la Sixième Commission et les délégations sont pleinement compétentes pour traiter de cette question.

26. Le véritable état de droit exige que l'on renonce aux actes unilatéraux, notamment à l'application de

lois extraterritoriales ou à l'exercice politiquement motivé de la juridiction. À cet égard, Cuba exige la levée immédiate de toutes les dispositions extraterritoriales constituant l'embargo économique, financier et commercial que les États-Unis d'Amérique lui imposent depuis plus de 50 ans.

27. **M. Haniff** (Malaisie) dit que la Déclaration adoptée lors de la réunion de haut niveau sur l'état de droit reconnaît à juste titre les liens entre l'état de droit et la paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement. La délégation malaisienne souligne également l'importance des principes de l'égalité souveraine, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence et de l'égale application du droit international à tous les États.

28. Le thème du débat de la session en cours, l'état de droit et le règlement pacifique des différends internationaux, est très actuel. Le respect des principes de l'état de droit permet de résoudre les désaccords même complexes et marqués. En application des principes de la Charte, les États sont tenus de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force. Le droit international prévoit de nombreux modes de règlement pacifique des différends. La Malaisie a eu recours à la Cour internationale de Justice en deux occasions pour régler des différends avec des pays voisins. Lorsqu'il existe une volonté sincère de mettre fin à une situation de conflit qui a causé des souffrances à des victimes innombrables, une solution pacifique peut être trouvée. Le Gouvernement malaisien a eu l'honneur de faciliter des pourparlers de paix entre le Gouvernement des Philippines et le Front de libération islamique Moro, qui ont abouti à un accord-cadre de paix historique mettant fin à un conflit qui avait duré quatre décennies. La Malaisie appuie aussi le processus de dialogue dans le sud de la Thaïlande.

29. La pratique consistant à faire deux poids deux mesures et la sélectivité nuisent à la crédibilité du système judiciaire international et doivent être évitées à tout prix. Le règlement pacifique des différends internationaux est difficile, voire impossible, lorsque le droit est appliqué de manière asymétrique entre les parties. Les violations du droit international, notamment des droits de l'homme et du droit humanitaire, font obstacle aux tentatives faites pour trouver une solution aux différends qui durent depuis longtemps, et les auteurs de ces violations devraient être amenés à rendre des comptes. Le règlement

pacifique des différends est entravé par la configuration obsolète du Conseil de sécurité, à cause de laquelle il ne peut réagir efficacement aux situations de conflit pressantes. La composition et les procédures de travail du Conseil de sécurité devraient être réformées pour tenir compte des réalités actuelles.

30. En conclusion, la délégation malaisienne engage la communauté internationale à appliquer le principe de modération; la modération contribue à promouvoir la confiance et la compréhension mutuelle et ouvre ainsi la voie au règlement pacifique des différends.

31. **M. Şahinol** (Turquie) dit que la réunion de haut niveau sur l'état de droit a marqué une nouvelle étape dans les travaux de l'Assemblée générale; elle a permis aux États Membres de s'entendre sur un programme tourné vers l'avenir, mais il leur reste beaucoup à faire car les principes consacrés dans la Déclaration doivent être encore développés. L'état de droit va de pair avec les principes des droits de l'homme, les valeurs démocratiques, la justice et le droit international, qui se renforcent mutuellement et sont les valeurs fondamentales de l'Organisation des Nations Unies. Tous les États doivent s'acquitter de leur obligation de respecter et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. L'état de droit ne se limite toutefois pas à ces valeurs. Il faut aussi tenir compte de la relation étroite existante entre l'état de droit et une croissance économique soutenue au profit de tous, le développement socioéconomique, l'emploi, l'élimination de la pauvreté et de la faim, la promotion des investissements et la facilitation de l'entrepreneuriat. À cet égard, la Turquie a récemment coparrainé une réunion sur le dialogue mondial en ce qui concerne l'état de droit et le développement pour l'après 2015 durant la session en cours de l'Assemblée générale.

32. Il n'y a pas de ligne de démarcation entre l'état de droit aux niveaux national et international; l'un et l'autre sont étroitement liés, et la maîtrise nationale est au cœur de la question. Promouvoir l'état de droit n'est pas un choix mais une nécessité. Les États Membres ont la responsabilité historique à l'égard de leurs peuples et des générations futures de créer les conditions permettant l'avènement d'un monde sûr, juste et prospère régi par l'état de droit.

33. Quant à ce que l'Organisation des Nations Unies doit faire pour promouvoir l'état de droit, le système à trois niveaux déjà mis en place pour renforcer la

capacité de l'Organisation en matière d'assistance dans le domaine de l'état de droit est utile et pratique. Le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de l'efficacité de la contribution du système des Nations Unies à l'instauration de l'état de droit en période et au lendemain de conflit (S/2013/341) décrit d'importants instruments. En outre, la création d'une équipe spéciale des Nations Unies pour la promotion de l'état de droit contribuera à aider les États Membres à mettre en œuvre et promouvoir les principes de l'état de droit.

34. **M. Al-Hajri** (Qatar) dit qu'il convient que la Commission poursuive les débats sur l'état de droit étant donné l'importance que les États Membres ont accordée à celui-ci lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international et la Déclaration adoptée à cette occasion, qui définit les éléments et la portée de l'état de droit, y compris le règlement pacifique des différends, la justice pour les groupes vulnérables et la relation entre l'état de droit et les trois piliers de l'Organisation des Nations Unies, à savoir la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme et le développement.

35. Parce qu'il est attaché à l'état de droit, le Qatar s'est doté d'un cadre juridique national clair conforme aux normes du droit international et aux principes de la Déclaration et s'efforce de défendre l'égalité devant la loi ainsi que la responsabilité. Sa Constitution institue la séparation des pouvoirs et limite les pouvoirs exécutif et législatif pour garantir le respect des droits et libertés individuels. Le Qatar œuvre à l'application des dispositions des nombreuses conventions internationales auxquelles il est partie. Le Gouvernement s'efforce dans le cadre de séminaires et d'ateliers et par d'autres moyens, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations compétentes, de familiariser ses citoyens et résidents avec la loi et d'assurer à tous sans discrimination l'accès à la justice. Dans le cadre de ses programmes nationaux, le Gouvernement a intégré l'état de droit dans sa stratégie nationale en renforçant ses liens avec la bonne gouvernance et le développement économique et social. Il a aussi renforcé les institutions nationales chargées de veiller à la transparence et de combattre la corruption.

36. Au niveau international, les relations entre les États devraient reposer sur l'état de droit, l'égalité, le respect mutuel et la coopération. La conduite des États doit être conforme au droit international, d'où

l'importance de la responsabilité. Le Qatar appuie également les organisations de la société civile, qui joue un rôle positif dans la promotion de l'état de droit. La mise en œuvre de l'état de droit implique le respect du mécanisme accepté par la communauté internationale pour mettre fin aux violations flagrantes des droits de l'homme et combattre l'impunité, régler pacifiquement les différends, promouvoir l'autonomisation des femmes et combattre la corruption. L'instauration de la paix et de la sécurité internationales implique aussi le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Qatar a contribué efficacement au règlement pacifique de nombreux différends et a fait des efforts répétés pour en régler d'autres conformément à la Charte et au droit international.

37. Le principe, consacré dans des instruments juridiques internationaux, selon lequel nul n'est au-dessus de la loi, ne peut être mis en œuvre si l'on ne prend pas des mesures pour empêcher les violations du droit international humanitaire et d'autres crimes internationaux et amener leurs auteurs à rendre des comptes. Les intérêts politiques égoïstes ne devraient pas pouvoir compromettre la justice. La délégation du Qatar demande à la communauté internationale de mettre fin aux crimes flagrants commis par l'actuel régime syrien dans le cadre de sa politique d'intimidation et de meurtre et d'en traduire les responsables en justice.

38. **M. Manongi** (République-Unie de Tanzanie) dit que la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit a marqué le début d'une nouvelle phase du renforcement de l'état de droit au sein du système des Nations Unies et de la communauté internationale. L'état de droit est un principe fondamental du système international. Toutefois, si l'état de droit n'est pas fort au niveau national, les efforts visant à le renforcer au niveau international seront vains. Il est donc nécessaire que le système des Nations Unies continue d'apporter une assistance effective et intégrée aux initiatives nationales de promotion de l'état de droit, en améliorant les synergies et en favorisant l'échange de bonnes pratiques et la formulation de politiques communes. Dans le même temps, tous les acteurs doivent éviter les approches « taille unique » ou outrepassant leur mandat.

39. L'état de droit est la pierre angulaire du programme tanzanien de démocratie et de gouvernance

et préside aux efforts actuellement en cours pour formuler une nouvelle constitution. Cette entreprise de vaste portée à laquelle participent des citoyens de tous les milieux devrait être l'occasion de renforcer la démocratie et la légitimité des institutions du pays.

40. La République-Unie de Tanzanie est résolue à promouvoir l'état de droit dans la conduite des relations internationales. Le règlement pacifique des différends conformément à la Charte des Nations Unies demeure l'un des piliers de la politique étrangère tanzanienne. Même les différends sur la souveraineté territoriale peuvent être réglés pacifiquement, notamment en faisant appel à la Cour internationale de Justice. Au niveau régional, la République-Unie de Tanzanie s'est activement efforcée de promouvoir la paix et la sécurité, récemment encore dans la région africaine des Grands Lacs.

41. Les travaux des tribunaux pénaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie ont donné une impulsion particulière à la création de la Cour pénale internationale. La République-Unie de Tanzanie rend hommage à la tâche qu'ils ont accomplie et s'engage à appuyer le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, dont elle a le privilège d'accueillir une division à Arusha. La création de la Cour pénale internationale pour lutter contre l'impunité n'a été possible qu'avec l'appui de l'Afrique. Il est donc regrettable qu'un désaccord se soit fait jour entre ce continent et la Cour parce que celle-ci est perçue comme ne répondant pas aux préoccupations légitimes des pays d'Afrique. La délégation tanzanienne pense qu'un équilibre peut être trouvé qui améliore la compréhension sans porter atteinte à l'intégrité de la Cour ou à la confiance des États membres.

42. La démarche suivie par la communauté internationale en matière de règlement pacifique des différends continue d'évoluer en même temps que le caractère des menaces contre la paix et la sécurité mondiales. L'Organisation des Nations Unies, la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et l'Autorité internationale des fonds marins demeurent toutefois des acteurs clefs.

43. **M. Waheed** (Maldives) dit que les Maldives demeurent résolues dans leur volonté de promouvoir l'état de droit tant à l'intérieur de leurs frontières qu'au niveau international. Dans le cadre de leur démocratisation, les Maldives ont engagé des réformes

qui ont abouti en 2008 à l'adoption d'une nouvelle constitution démocratique consacrant la séparation des pouvoirs et créant des institutions indépendantes de mise en œuvre du principe de responsabilité. Des élections présidentielles multipartites ont été organisées et, en dépit des tensions, le processus démocratique a été préservé grâce aux garde-fous mis en place par la Constitution. Bien que les dernières élections aient suscité des accusations de fraude, le processus électoral est une fois de plus sur les rails, les parties prenantes ayant accepté que la Cour suprême soit l'arbitre ultime en cas de différends. Il faut se féliciter que l'état de droit ait été maintenu, mais il reste beaucoup à faire pour consolider la démocratie naissante.

44. Une société ne peut prétendre reposer sur l'état de droit que si elle repose sur des principes démocratiques, lorsque les droits de l'homme fondamentaux et ceux des minorités sont protégés, et lorsque ses membres les plus faibles se sentent en sécurité. L'état de droit est inextricablement lié non seulement à la sécurité mais aussi au développement et aux droits de l'homme. Les Maldives sont parties à huit des neuf principaux instruments internationaux en matière de droits de l'homme, à huit conventions de l'Organisation internationale du Travail et à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et elles sont en train d'élaborer une stratégie nationale pour être mieux à même d'appliquer ces instruments. Le Gouvernement a aussi demandé au Parlement de l'autoriser à adhérer à d'autres instruments importants, dont la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

45. Le Gouvernement a annoncé un programme quinquennal de mise en valeur des ressources humaines dans le domaine de l'état de droit ainsi qu'un calendrier pour la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends. Il a aussi élaboré un programme de renforcement des capacités institutionnelles des services de police et de sécurité ainsi que des mécanismes de contrôle, comme la Commission pour l'intégrité de la police, une instance indépendante créée par la Constitution. Afin de protéger les plus vulnérables, des lois ont été adoptées pour protéger les droits des personnes handicapées et réprimer la maltraitance d'enfants et la violence domestique. L'Autorité de protection de la famille a été renforcée et des refuges créés pour les victimes de

sérvices sexuels, de la violence domestique et de la traite des êtres humains.

46. Dans la communauté des nations, les petits États insulaires en développement sont les plus vulnérables et méritent un traitement particulier, reposant sur une définition globale, au sein des régimes mondiaux de gouvernance et des institutions financières multilatérales. Dans le cadre du Conseil des droits de l'homme, les Maldives ont préconisé des mesures visant à accroître la participation des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés et lancé une initiative avec d'autres pays de diverses régions en vue de créer un fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités afin de permettre à ces États de s'acquitter de leurs obligations en matière de rapports. Bien qu'issu d'une société traditionnellement conservatrice, l'État des Maldives a la volonté inébranlable d'appliquer les principes les plus élevés en matière de droits de l'homme, estimant que certains droits inaliénables sont applicables à l'ensemble des êtres humains. C'est dans cette perspective qu'il souhaite être réélu au Conseil des droits de l'homme pour un nouveau mandat et compte sur ses amis pour appuyer sa candidature.

47. En tant que communauté de nations, les États Membres ont le devoir d'établir par consensus une définition de ce qui constitue l'état de droit. Sans accabler les plus faibles ni faire fi des moins puissants, la communauté internationale devrait veiller à ce qu'il n'y ait pas deux poids deux mesures en matière d'état de droit. Bien que les plus vulnérables doivent être traités différemment, le principe d'égalité consacré dans la Charte doit être préservé. L'état de droit est la pierre angulaire de la société et de la création de l'Organisation des Nations Unies et ne doit pas être sacrifié par opportunité.

48. **M^{me} Carayanides** (Australie) dit que l'état de droit est la meilleure garantie de la liberté et de la dignité de chacun. La Déclaration adoptée à l'issue de la réunion de haut niveau sur l'état de droit reconnaît l'importance de l'état de droit pour le règlement pacifique des différends internationaux et la prévention des conflits. Les États peuvent contribuer à la stabilité internationale en décidant de régler leurs désaccords pacifiquement, dans le respect des règles et normes du droit international et en utilisant le système de justice internationale. La Cour internationale de Justice offre aux États un mécanisme de règlement judiciaire et contribue à faire évoluer le droit international. La

délégation australienne demande à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'accepter la juridiction obligatoire de la Cour et félicite les Îles Marshall de l'avoir fait.

49. Toutefois, sans la justice, il est difficile d'instituer une paix durable au bénéfice de tous. Les enquêtes et les poursuites engagées par la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux ad hoc ont démontré que les auteurs des crimes les plus odieux n'étaient pas au-dessus de la loi. La délégation australienne demande à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier et d'appliquer le Statut de Rome. Elle a pris note des préoccupations exprimées récemment au sujet de la Cour par des délégations de pays d'Afrique. L'Australie s'est félicitée du rôle de premier plan qu'a joué l'Afrique en ce qui concerne la Cour depuis la création de celle-ci, y compris le grand nombre de pays africains parties au Statut et l'exemple louable qu'ils ont donné en renvoyant des affaires au Procureur. Les décisions concernant la justice, en particulier dans les situations de conflit, ne sont jamais simples, et l'action de la Cour engendra inévitablement des controverses de temps à autre, mais la délégation australienne encourage tous les États parties à continuer d'œuvrer à la tâche difficile mais vitale consistant à mettre fin à l'impunité et elle continuera à travailler avec d'autres sur cette question. Une crise financière chronique entrave toujours les travaux d'une autre juridiction pénale ad hoc, les Chambres extraordinaires au sein des Tribunaux cambodgiens. L'échec de cette juridiction constituerait une tragédie pour le peuple du Cambodge et la délégation australienne se joint à l'appel lancé aux États Membres pour qu'ils lui fournissent d'urgence l'appui financier nécessaire.

50. Comme l'état de droit nécessite une magistrature solide, impartiale, indépendante et jouissant du respect de la communauté qu'elle protège, une assistance efficace et coordonnée est nécessaire pour développer les capacités des institutions judiciaires nationales. L'Australie fournit avec d'autres États Membres une assistance dans le domaine de l'état de droit et du renforcement des capacités dans sa propre région et au-delà. Sa contribution aux opérations de paix est passée du simple maintien de la paix à la consolidation active de celle-ci. La promotion de l'état de droit, en particulier au bénéfice des femmes et des groupes marginalisés, est au centre de ces efforts. L'Australie a souscrit à l'idée selon laquelle des magistratures, des

administrations pénitentiaires et des polices efficaces, efficaces et responsables étaient cruciales pour la promotion de la sécurité et le développement.

51. **M^{me} Ramírez Sanchez** (Nicaragua) dit que dans ses relations avec les autres États et les organisations internationales, le Nicaragua est guidé par les principes de l'indépendance, de la souveraineté, de l'autodétermination, de la dignité, du respect, de l'unité et de la solidarité, et que son Gouvernement réaffirme et défend les idéaux de paix et de sécurité internationales et de respect du droit international. Dans le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1 de l'Assemblée générale), les États Membres soulignent l'obligation des États de régler leurs différends par des moyens pacifiques conformément au Chapitre VI de la Charte et réaffirment qu'ils sont résolus à appuyer tous les efforts visant à défendre l'égalité souveraine de tous les États. À la différence de certains États Membres, le Nicaragua a exécuté les arrêts de la Cour internationale de Justice dans toutes les affaires auxquelles il a été partie et il demande aux États qui ne l'ont pas encore fait de reconnaître la juridiction de la Cour.

52. La délégation nicaraguayenne condamne vigoureusement l'application sélective du droit international, l'imposition de mesures unilatérales, l'application extraterritoriale du droit interne et la menace ou l'emploi de la force dans les relations internationales. De tels comportements vont à l'encontre du but même de l'Organisation, menacent la paix et la sécurité internationales et font obstacle à l'instauration de l'état de droit. Ce n'est qu'en respectant un véritable état de droit, dans le cadre duquel les règles du droit international et le droit interne sont en harmonie, que l'on parviendra au développement durable.

53. Tout en reconnaissant les efforts déployés par la communauté internationale pour promouvoir l'état de droit dans le cadre de la Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (résolution 67/1), la délégation nicaraguayenne a fait état de ses réserves en ce qui concerne les paragraphes 28, 41 et 42 de ce texte. Pour renforcer l'état de droit, il est essentiel de réformer l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité. De plus, l'Assemblée générale doit remplir son véritable rôle, à savoir promouvoir l'état de droit et empêcher les mesures unilatérales.

54. Il n'y a pas un modèle unique de démocratie universellement applicable. Au cours de l'histoire, chaque peuple a trouvé son propre mode d'organisation sur la base de ses coutumes et de sa situation politique et socioéconomique. C'est pourquoi la coopération internationale visant à renforcer les capacités nationales doit toujours viser à répondre aux besoins nationaux en respectant pleinement la souveraineté et l'autodétermination.

55. **M. Masood Khan** (Pakistan) dit que l'adoption de la Déclaration sur l'état de droit, dans laquelle les États Membres décrivent à juste titre celui-ci comme fondement indispensable d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste, a marqué une étape historique. L'état de droit est inextricablement lié aux trois piliers de l'Organisation des Nations Unies et fera partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015.

56. Afin d'assurer le respect des principes du droit international, les institutions judiciaires internationales devraient être renforcées et le règlement pacifique des différends s'effectuer par la négociation, la médiation, la conciliation, l'arbitrage et les autres moyens prévus à l'Article 33 de la Charte. En particulier, le Conseil de sécurité devrait tirer parti au maximum de la Cour internationale de Justice pour régler les différends et lui demander des avis consultatifs lorsqu'il est confronté à des questions juridiquement complexes. Le Conseil pourrait aussi mieux utiliser l'Article 36 de la Charte en renvoyant les parties à un conflit devant la Cour. Le recours fréquent des États Membres aux mécanismes judiciaires internationaux pour régler pacifiquement leurs différends renforcerait l'état de droit. La délégation pakistanaise rend aussi hommage au travail accompli par les cours et tribunaux internationaux créés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies s'agissant de promouvoir la responsabilité et de lutter contre l'impunité. Des solutions justes et durables aux différends et situations qui perdurent contribueraient davantage à la promotion de l'état de droit que la rhétorique et les effets de manche. L'Organisation des Nations Unies devrait consacrer le temps et l'énergie nécessaires au règlement des différends non résolus qui menacent de s'étendre.

57. La Charte, le droit international et un système international reposant sur le droit devraient être le fondement d'un ordre mondial plus juste. À cet égard, certaines notions fondamentales – l'égalité souveraine,

le règlement pacifique des différends, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force dans les relations internationales, le droit des peuples encore sous domination coloniale ou occupation étrangère de disposer d'eux-mêmes et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États – sont sacrosaintes. Si, aux termes de l'Article 39 de la Charte, le Conseil de sécurité est tenu de constater l'existence d'une menace contre la paix ou d'une rupture de la paix, il doit s'acquitter de cette obligation conformément aux buts et principes de la Charte, tels qu'énoncés au paragraphe 2 de l'Article 24. De plus, l'emploi de la force doit être conforme aux principes de la Charte relatifs à la sécurité collective. Les résolutions et décisions du Conseil de sécurité devraient être appliquées de manière uniforme et sans discrimination, toute sélectivité dans leur mise en œuvre créant des obstacles au règlement des conflits et au renforcement de l'état de droit. Le Conseil de sécurité devrait réfléchir soigneusement pour décider s'il invoque le Chapitre VI, le Chapitre VII ou le Chapitre VIII de la Charte. Les mesures prises en vertu de tous ces chapitres sont exécutoires, mais dans la plupart des cas le recours au Chapitre VI pourrait être la voie la plus salubre et productive. Les dispositions du Chapitre VII ne devraient être invoquées qu'en dernier recours et de manière progressive afin d'en assurer le respect.

58. L'état de droit, soutenu par l'Organisation des Nations Unies, fait obstacle à la commission des crimes de guerre, des actes de génocide et des crimes contre l'humanité, combat l'impunité et renforce le principe de responsabilité. Le système international de justice pénale doit reposer sur les principes de l'équité, de l'impartialité et du respect de la souveraineté de l'État. La communauté internationale doit aussi mettre fin à l'impunité dont jouissent les infractions financières et renforcer les mécanismes de coopération pour faire en sorte que les avoirs acquis par la corruption ou d'autres moyens illicites soient rapatriés dans leur pays d'origine.

59. La délégation pakistanaise appuie la réforme continue des procédures des comités du Conseil de sécurité de manière à assurer les garanties d'une procédure régulière et à ménager des recours efficaces dans l'application des régimes de sanctions. À cet égard, elle se félicite du travail accompli par l'Ombudsman du Comité du Conseil de sécurité créé par les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011)

concernant Al-Qaida et les individus et entités qui lui sont associés.

60. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont beaucoup fait pour restaurer la paix et promouvoir l'état de droit dans des régions du monde affectées par des conflits. Le Pakistan est fier d'avoir été parmi ceux qui ont contribué le plus, et de la manière la plus constante, à cette entreprise depuis des décennies, de même que d'avoir joué un rôle dans les activités de consolidation de la paix menées par l'ONU au sortir de conflits.

61. Les lois nationales doivent être compatibles avec les obligations internationales; tous les États qui font de l'état de droit une priorité au niveau national doivent aussi le respecter au-delà de leurs frontières. Le Conseil de sécurité doit continuer d'exiger le respect intégral du droit international humanitaire, qui doit régir la conduite de tous dans les situations de conflit armé afin d'en atténuer les conséquences effroyables. La délégation pakistanaise condamne tous les recrutements transfrontières d'enfants par des groupes armés et des terroristes, quels que soient le moment et le lieu où ils se produisent.

62. **M. Errázuriz** (Chili) dit que l'un des plus grands défis auxquels la communauté internationale soit confrontée au XXI^e siècle consiste à renforcer l'ordre juridique international et l'état de droit, ce qui est essentiel pour la coexistence pacifique des peuples, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et le progrès économique et social. Le respect de l'état de droit au niveau international est nécessaire pour la paix et la stabilité; il implique, entre autres choses, l'acceptation universelle par les États du droit international, y compris l'exécution de bonne foi de leurs obligations conventionnelles, en particulier celles énoncées dans les traités établissant des frontières nationales. L'acceptation universelle des traités multilatéraux qui régissent les matières intéressant la communauté internationale dans son ensemble doit être un objectif des États Membres. L'Assemblée générale devrait encourager les États à signer et ratifier ces traités ou à y adhérer. À cet égard, le Gouvernement chilien a récemment signé et va bientôt ratifier le Traité sur le commerce des armes, un instrument historique qui exprime la volonté de la communauté internationale de prévenir et de combattre les souffrances causées par le commerce illicite des armes.

63. Le renforcement de l'état de droit au niveau international implique aussi de favoriser et de promouvoir les moyens pacifiques de règlement des différends envisagés dans la Charte, sous réserve du principe du libre-choix entre ces moyens. Le règlement pacifique des différends reposant sur l'égalité souveraine des États est essentiel pour la paix et la sécurité internationales et nécessite des mécanismes permanents de règlement. La Cour internationale de Justice joue un rôle clef à cet égard, à la fois en ce qu'elle règle les différends et rend des avis consultatifs. La délégation chilienne attache aussi beaucoup de prix au travail accompli par le Tribunal international du droit de la mer, les tribunaux régionaux des droits de l'homme, les tribunaux pénaux spéciaux et la Cour pénale internationale. La création de cette dernière a marqué une étape historique dans la lutte contre l'impunité et a clairement montré que les États parties étaient résolus à avancer dans cette lutte. La coopération entre les organisations régionales et l'Organisation des Nations Unies, prévue au Chapitre VIII de la Charte, est importante pour prévenir les conflits ou les régler pacifiquement.

64. Comme le développement économique et social dépend de l'état de droit, les initiatives dans le domaine de la paix et de la sécurité devraient être liées à celles mises en œuvre dans le domaine du développement et les renforcer. Le droit international ne fonctionnera convenablement que si l'état de droit fonctionne convenablement au niveau national. L'état de droit au niveau national est à la fois une condition préalable de la paix au plan interne et le fondement de la paix au niveau international. Il lui faut pour exister reposer sur une démocratie représentative et disposer d'institutions nationales fonctionnant efficacement. Un appareil judiciaire autonome et indépendant est aussi essentiel et chacun, quel que soit son rang ou sa situation, doit rendre compte de ses actes et jouir de l'égalité devant la loi. L'Organisation des Nations Unies, et en particulier l'Assemblée générale, doit continuer à promouvoir la réflexion sur les conditions, les moyens et les mécanismes propices au respect de l'état de droit au niveau national. Les États devraient aussi œuvrer ensemble et dialoguer en permanence à ce propos.

65. Pour la délégation chilienne, la Déclaration sur l'état de droit adoptée par les États Membres aurait dû être plus pragmatique et mettre en place un mécanisme de suivi, comme le groupe de travail proposé par les

facilitateurs, qui aurait pu déboucher sur des discussions fructueuses et des actions concrètes en ce qui concerne l'état de droit. Les débats futurs de la Commission sur le sujet devraient être axés sur des objectifs précis. La réunion de haut niveau n'était pas une fin en soi mais le début d'un processus de renforcement de l'état de droit aux niveaux international et national.

66. **M. Kim Saeng** (République de Corée) dit que l'adoption de la Déclaration sur l'état de droit a marqué une étape importante dans la mise au point d'une approche cohérente. Sa délégation se félicite en particulier du paragraphe 4 de la Déclaration, qui consacre le principe fondamental voulant que les États règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques de leur choix, conformément à l'Article 33 de la Charte.

67. La République de Corée est attachée à un cadre juridique international reposant sur l'état de droit en tant que principe directeur. Si l'Organisation des Nations Unies a un rôle vital à jouer dans la promotion de l'état de droit au niveau international, les États doivent eux-mêmes faire preuve de la même détermination. L'expérience de la République de Corée donne des exemples quant à la manière dont l'état de droit peut favoriser une paix et un développement durables, faciliter la croissance économique et renforcer les droits de l'homme. Dans toute société, une relation de renforcement mutuel entre l'état de droit et la protection des droits de l'homme est une condition nécessaire de la paix et du développement durables.

68. La Cour pénale internationale et les autres juridictions pénales internationales ont fait de gros progrès dans la lutte contre l'impunité. Ceux qui ont violé les règles les plus importantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire doivent rendre des comptes. Il faut accorder un intérêt particulier au sort des femmes, des enfants et autres groupes vulnérables dans les situations de conflit et de sortie de conflit. La délégation de la République de Corée a noté avec satisfaction que dans son rapport (A/68/213), le Secrétaire général reconnaissait expressément la contribution de tous les organes judiciaires internationaux, notamment la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et la Cour pénale internationale, s'agissant d'instaurer et de renforcer l'état de droit.

69. La République de Corée appuie les activités du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit et attend avec intérêt la mise en œuvre d'un processus de consultation faisant intervenir des parties prenantes aussi diverses que possible. Elle continuera à contribuer aux diverses initiatives dans le domaine de l'état de droit, y compris à l'assistance au renforcement des capacités.

70. **M. Holovka** (Serbie) dit qu'aussi bien la Charte des Nations Unies que la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaissent l'importance de l'état de droit pour une paix internationale durable. La Serbie participe activement aux efforts visant à instaurer l'état de droit au niveau mondial et appuie vigoureusement les activités et programmes de l'ONU visant à prévenir les conflits et à faciliter la paix dans les zones de crise, ainsi que les initiatives régionales dans ce domaine. Elle a accédé à tous les grands instruments internationaux relatifs à la non-prolifération, au désarmement et au contrôle des armements, et son Gouvernement est attaché à leur application intégrale et systématique.

71. Étant donné l'importance du principe de responsabilité dans le cadre de l'état de droit, la lutte contre l'impunité est une obligation. En coopérant avec le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, le Gouvernement serbe a contribué au renforcement de la justice internationale, au rétablissement et à l'amélioration des relations entre les États des Balkans et à la confiance dans l'efficacité des institutions nationales et internationales. Les mécanismes de justice transitionnelle sont un élément essentiel du renforcement de l'état de droit et ont été particulièrement importants pour la réconciliation dans la région des Balkans.

72. La Serbie attache beaucoup d'importance aux activités de la Cour pénale internationale et partage ses objectifs. Le Statut de Rome est un excellent exemple de la manière dont les activités menées aux plan international et national dans le domaine de l'état de droit peuvent se renforcer mutuellement, car la compétence de la Cour est complémentaire par rapport à celle des juridictions nationales et est un catalyste du développement des systèmes de justice interne. Bien que la création de la Cour constitue une étape majeure s'agissant d'amener les auteurs des crimes internationaux les plus graves à rendre des comptes, la communauté internationale ne doit pas fléchir dans l'action qu'elle mène pour mettre en place un système

international de justice pénale fort et efficace. La prochaine étape devrait consister à mettre au point des mécanismes permettant aux systèmes de justice nationaux d'assumer les tâches qu'implique le principe de complémentarité.

73. La délégation serbe rend hommage au rôle de premier plan que joue le Secrétaire général dans la promotion de l'état de droit et elle appuie les activités du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, dont les efforts devraient reposer sur les principes fondamentaux de la Charte, notamment l'a souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Il faut aussi rappeler que la protection des droits de l'homme fait partie intégrante de l'état de droit et que le développement économique, social et politique des États en dépend.

74. **M. Sinhaseni** (Thaïlande) dit que l'adoption de la Déclaration par la réunion de haut niveau sur l'état de droit a joué un rôle essentiel dans l'établissement de normes pour les relations internationales. La délégation thaïlandaise salue et appuie les efforts faits par le Groupe de l'état de droit pour mettre en place un forum permettant de suivre en ligne les engagements volontaires pris durant la réunion de haut niveau et aider les États Membres à honorer ces engagements.

75. L'état de droit confère prévisibilité et légitimité aux actes des États et renforce leur égalité souveraine au regard du droit. En particulier, les mécanismes de règlement pacifique des différends internationaux prévus par la Charte et les juridictions internationales contribuent à empêcher que les différends ne donnent naissance à des conflits. Lorsqu'elle est saisie par les parties à un différend, la Cour internationale de Justice peut jouer un rôle critique dans le rétablissement des relations amicales. À cet égard, le Gouvernement thaïlandais réaffirme qu'il est résolu à maintenir une paix durable, comme l'a demandé la Cour dans l'arrêt qu'elle a rendu le 15 juin 1962 en l'affaire du *Temple de Preah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*.

76. Le Gouvernement thaïlandais attache beaucoup d'importance à l'harmonisation de son droit interne avec les normes et principes internationaux. À cet égard, il va bientôt déposer son instrument de ratification de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des

enfants, ce qui devrait améliorer l'efficacité du système de justice pénale. Le Gouvernement thaïlandais est aussi résolu à éliminer la corruption et, à cet égard, il accueillera en décembre 2013 la deuxième Assemblée des parties à l'Accord relatif à l'Académie internationale de lutte contre la corruption.

77. Le cours régional 2013 de droit international pour la région Asie-Pacifique a malheureusement dû être annulé faute de ressources; le Gouvernement thaïlandais est toutefois prêt à accueillir le cours 2014-2015. Une autre initiative régionale importante a été la création de l'Institut thaïlandais pour la justice, qui œuvre à la promotion de la justice et de l'état de droit conformément aux principes des Nations Unies et aux normes relatives à la justice pénale et aux droits de l'homme dans les États membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN).

78. Le Gouvernement thaïlandais appuie la décision de prendre l'état de droit en compte dans le programme de développement pour l'après-2015 qui devrait favoriser la prospérité de la région et du monde entier. En novembre 2013, il accueillera le Dialogue de Bangkok sur l'état de droit : Investir dans l'état de droit, la justice et la sécurité aux fins du programme de développement pour l'après-2015. Ce dialogue, réunissant dirigeants politiques, fonctionnaires de l'ONU, universitaires et représentants de la société civile contribuera à promouvoir un programme de développement plus inclusif et équitable.

79. En début de séance, la délégation d'un pays voisin de la Thaïlande a évoqué la situation dans le sud de la Thaïlande. Il s'agit là d'une question interne qui ne saurait être qualifiée de différend international ou de situation internationale.

80. **M. Hakeem** (Sri Lanka) dit que l'état de droit est essentiel au maintien de la paix, de la stabilité, de l'harmonie et du bien-être économique. Au fil des siècles, toutes les sociétés ont contribué à l'évolution de l'état de droit, et il importe d'en respecter les origines diverses lorsqu'on l'examine dans un contexte contemporain. Depuis longtemps également les États font des efforts pour créer une communauté internationale reposant sur l'état de droit. La Charte des Nations Unies, élaborée au lendemain de la seconde guerre mondiale, est l'une des réalisations majeures de l'humanité; elle consacre la souveraineté de l'État, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et l'interdiction de la menace ou de l'emploi

de la force dans la conduite des relations internationales. Au fil des ans, la communauté internationale a aussi élaboré des règles dans le domaine des droits de l'homme et en particulier des droits des femmes, des enfants et des handicapés. La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit a représenté une étape importante dans les efforts visant à parvenir à une définition commune de cette notion. La tentation demeure néanmoins pour les États d'interpréter le droit international à leur propre avantage.

81. Au niveau national, le respect de l'état de droit est crucial pour la promotion du développement humain durable et la protection des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes, des enfants et des minorités. L'ordre juridique sri-lankais a évolué pour tenir compte de la diversité culturelle, ethnique et religieuse du pays; chaque groupe ethnique est régi par un droit personnel qui lui est propre, et il y a donc dans le pays un large éventail de droits appliqués par les plus hautes juridictions. Les dispositions constitutionnelles relatives aux droits fondamentaux sont exhaustives, et quiconque subit d'un préjudice peut saisir les tribunaux même sans l'assistance d'un avocat. Sri Lanka est sorti d'un conflit qui l'a opposé pendant 27 ans à un groupe terroriste qui tentait de renverser la démocratie et l'ordre constitutionnel. Un appui aux mécanismes institutionnels est donc nécessaire pour renforcer l'état de droit. Les pays sortant de décennies de conflits ont besoin de temps et d'espace pour mener à bien leur relèvement. Les activités de promotion de l'état de droit ne doivent pas refléter des prescriptions externes qui ne tiennent pas compte des réalités internes; les jugements catégoriques portés de l'extérieur sont contreproductifs.

82. La codification du droit international est un aspect important de la promotion de l'état de droit au niveau international, et le Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central dans ce processus. L'Organisation peut aider les États Membres en leur facilitant l'accès à la vaste collection de traités déposés auprès du Secrétaire général et en les aidant à renforcer leurs capacités pour donner effet au plan interne à leurs obligations conventionnelles. L'Organisation peut aussi renforcer l'état de droit en continuant d'encourager l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international. À cet

égard, la délégation sri-lankaise espère que l'Organisation continuera de financer la bourse d'études annuelle établie à la mémoire d'Hamilton Shirley Amerasinghe, un Sri-Lankais qui a joué un rôle central dans la négociation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Un tel appui sera bénéfique pour des générations de juristes des pays en développement.

83. Les organes régionaux ont joué un rôle de plus en plus important face au problème de plus en plus grave que posent la criminalité transnationale organisée et le terrorisme. En particulier, la piraterie, le trafic de drogues et la contrebande de personnes sont devenus des sources de financement majeures pour le terrorisme, ce qui a de graves effets déstabilisants. La solution de ces problèmes à long terme doit être axée sur la fourniture de services de base par les institutions judiciaires et de sécurité, tout en tenant compte des facteurs économiques et sociaux pertinents.

84. Le renforcement de l'état de droit est essentiel, non seulement pour maintenir la paix et l'ordre, mais aussi pour faciliter une croissance économique soutenue et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, l'état de droit doit être traité comme une question transversale dans la définition des objectifs du développement durable. Si en général on évoque l'état de droit dans le contexte des droits individuels, il peut aussi jouer un rôle s'agissant de réaliser un équilibre entre un progrès économique durable et la préservation de l'environnement.

85. **M^{me} Kramberger Mendek** (Slovénie) dit que sa délégation rend hommage au Groupe de l'état de droit pour les activités qu'il mène en vue de renforcer la coordination et la cohérence au sein du système des Nations Unies. La prévention des atrocités massives et la lutte contre l'impunité appellent manifestement une attention particulière; mettre en œuvre les trois piliers de la responsabilité de protéger est une obligation commune de la communauté internationale. Le règlement pacifique des différends demeure la clef si l'on veut éviter les situations aboutissant à la commission de tels crimes, et il faut mieux utiliser les moyens de règlement des différends prévus au Chapitre VI de la Charte. À cet égard, le Gouvernement slovène doit accueillir en 2014 le troisième séminaire international sur la promotion de la médiation dans la région de la Méditerranée.

86. Même si, en vertu du principe de complémentarité, c'est aux États qu'il appartient au premier chef de réprimer les crimes internationaux, la Cour pénale internationale a un rôle important à jouer lorsque les États ne peuvent pas ou ne veulent pas poursuivre les auteurs des crimes les plus odieux. Il faut aussi renforcer le cadre juridique international de l'entraide judiciaire, y compris en matière d'extradition. À cet égard, les gouvernements de la Slovénie, des Pays-Bas et de la Belgique sont en train d'étudier la possibilité d'adopter un instrument international sur l'entraide judiciaire et l'extradition en vue de faciliter les enquêtes et les poursuites engagées par les juridictions internes dans le cas des crimes de droit international les plus graves. Tous les États sont invités à se joindre à cette initiative, qui se poursuivra dans le cadre de la Convention contre la criminalité transnationale organisée.

87. En septembre 2013, dans le cadre du Forum stratégique de Bled, la Slovénie a accueilli une table ronde sur la justice pénale internationale en tant que condition d'un avenir économique prospère, lors duquel le rôle de la Cour pénale internationale a été souligné. À cette occasion, le Procureur de la Cour pénale internationale a fait valoir que la Cour devait être envisagée comme un investissement dans l'avenir des femmes et de l'humanité dans son ensemble. La délégation slovène partage pleinement cette opinion et estime en outre que l'appui à la Cour est un investissement dans l'état de droit. C'est pourquoi la Slovénie a honoré l'engagement qu'elle avait pris lors de la réunion de haut niveau sur l'état de droit d'incorporer dans sa législation nationale les amendements au Statut de Rome (les amendements de Kampala) relatifs au crime d'agression; en septembre 2013, elle a déposé son instrument de ratification de ces amendements. Avec le Gouvernement du Liechtenstein, le Gouvernement slovène accueillera en 2014 un séminaire régional sur la ratification et l'application des amendements de Kampala. Il demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier le Statut de Rome et ces amendements afin de renforcer l'état de droit et d'instaurer une ère de responsabilité.

88. **M. Pham Quang Hieu** (Viet Nam) dit que le respect de l'état de droit est le fondement juridique des réactions collectives aux nombreux défis auxquels la communauté internationale est confrontée. Il est critique de parvenir à une paix durable, une protection

effective des droits de l'homme et un développement durable, et cet objectif devrait faire partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015. Les efforts de la communauté internationale visant à renforcer l'état de droit doivent néanmoins reposer sur les principes de l'égalité souveraine des États, du règlement pacifique des différends et de l'intégrité territoriale.

89. Comme l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), jadis groupement régional informel, est devenue une organisation fondée sur des règles et dotée de la personnalité juridique, elle a consacré l'état de droit dans sa charte à la fois en tant qu'objectif et que principe. État membre de l'ASEAN, le Viet Nam participe aux efforts déployés pour créer d'ici à 2015 une communauté de l'ASEAN politiquement cohérente, économiquement intégrée et socialement responsable. L'Association s'efforcera de relever efficacement les défis régionaux et internationaux afin de maintenir la paix, la stabilité et la sécurité maritime dans la région. À cet égard, la délégation vietnamienne souligne qu'il importe d'appliquer intégralement la Déclaration sur la conduite des parties dans la mer de Chine méridionale et de conclure rapidement un code de conduite des États dans cette mer pour régler pacifiquement les différends conformément aux principes universellement reconnus du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

90. Le Viet Nam est résolu à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international conformément aux principes fondamentaux de la Charte. À cet égard, il est en train de réviser sa Constitution afin de faciliter l'instauration d'un État socialiste gouverné par et pour le peuple. La délégation vietnamienne demande instamment à la Commission d'axer son débat sur les moyens d'honorer les engagements pris lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit.

91. **M. Auväärt** (Estonie) dit que le rapport du Secrétaire général (A/68/213) montre les progrès réalisés s'agissant de se mettre d'accord sur des valeurs fondamentales; il met aussi en lumière le rôle important de la Cour pénale internationale et la nécessité de coopérer avec elle. La délégation estonienne demande à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait d'accéder au Statut de Rome et aux amendements de Kampala, que le Gouvernement estonien a ratifiés récemment. Les États Membres

doivent s'efforcer de donner l'exemple de la non-agression, de la retenue et du respect de l'état de droit. Si la délégation estonienne se félicite de la poursuite de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour, en particulier la fourniture d'un appui logistique pour les opérations sur le terrain et la soumission de documents au Procureur et aux avocats de la défense, cette relation doit continuer à se développer afin de renforcer la légitimité de la Cour. À cet égard, les États parties au Statut de Rome et ceux qui renvoient des situations à la Cour devraient veiller à ce qu'un appui adéquat soit fourni à celle-ci en toutes circonstances.

92. Les États doivent toutefois reconnaître que c'est à eux qu'il incombe au premier chef de développer les capacités dont ils disposent au plan national pour enquêter sur les crimes internationaux graves et en poursuivre les auteurs. Ils doivent coopérer pour mettre au point des programmes de développement incorporant des initiatives dans le domaine de la justice. L'administration de la justice est essentielle pour le développement durable et la sécurité dans toute société sortant d'un conflit, car l'impunité favorise la reprise des conflits et entretient l'instabilité. La détermination dans les poursuites, aux plans interne comme international, est le moyen le plus efficace pour lutter contre les crimes contre l'humanité.

93. La délégation estonienne accueille avec satisfaction le rapport publié en mai 2013 du Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le Programme de développement pour l'après-2015 intitulé « Un nouveau partenariat mondial : Éliminer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable », qui reconnaît que des institutions réactives favorisant l'état de droit et l'accès à la justice contribuent à créer les transformations nécessaires pour promouvoir le développement, instaurer la paix et établir des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait faire une place à la justice, l'égalité et l'équité, la bonne gouvernance, la démocratie et l'état de droit.

94. L'état de droit est un principe de gouvernance fondamental qui assure la justice et garantit que chacun, y compris l'État lui-même, est responsable devant la loi, laquelle s'applique également à tous sous le contrôle d'une magistrature indépendante. Le respect de l'état de droit au niveau national favorise son respect dans les relations internationales. Au niveau

international, l'état de droit confère prévisibilité et légitimité aux actes des États, et constitue le cadre fondamental de la conduite de leurs relations.

95. **M^{me} Zarrouk Boumiza** (Tunisie) dit que la Commission devrait tirer parti de l'impulsion donnée par la réunion de haut niveau sur l'état de droit et s'efforcer de développer les liens entre l'état de droit et les trois piliers des Nations Unies. Au niveau national, l'état de droit est crucial pour la démocratie, la stabilité et la croissance et il sera d'autant mieux respecté que les individus pourront faire entendre leur voix. Au fur et à mesure que la Tunisie se démocratise, le Gouvernement est résolu à adopter une constitution qui consacre le caractère civil de l'État et pose les fondements d'un régime démocratique. Au niveau international, l'état de droit est la pierre angulaire de la coexistence pacifique et de la coopération entre les États. Il confère prévisibilité et légitimité à l'action des États, renforce leur égalité souveraine et les amène à se faire mutuellement confiance.

96. La délégation tunisienne se félicite que « L'état de droit et le règlement pacifique des différends internationaux » ait été choisi comme thème du débat sur la question à la session en cours. Les nombreux conflits complexes et connexes auxquels la communauté internationale est confrontée nécessitent plus que jamais l'incorporation des principes de l'état de droit dans la gestion des relations internationales et les mécanismes de règlement pacifique des différends prévus dans la Charte, notamment la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire, le recours à des accords ou organismes régionaux et autres moyens pacifiques. L'efficacité de ces mécanismes est attestée par l'énorme travail accompli par les envoyés, représentants spéciaux et missions politiques des Nations Unies, qui a beaucoup contribué à désamorcer les situations de crise et facilité des règlements négociés. L'augmentation du nombre des affaires portées devant les juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice et le Tribunal international du droit de la mer, atteste aussi le prix que les États Membres attachent à ces institutions.

97. Le recours aux mécanismes de règlement pacifique des différends peut toutefois être encore optimisé et développé. La médiation, par exemple, est un outil prometteur et économique; les États Membres devraient renforcer les capacités nationales et

régionales en la matière, accroître les ressources allouées à la médiation et s'efforcer d'instaurer la parité entre les sexes pour ce qui est des postes de médiateur. De plus, comme les organisations régionales et sous-régionales sont bien placées pour signaler les crises dès le départ, leurs liens avec l'Organisation des Nations Unies devraient être renforcés afin de mettre au point des mécanismes conjoints permettant de faire face aux situations de crise et de mobiliser les ressources nécessaires. La Commission devrait examiner la question avec davantage d'attention à l'avenir.

98. **M. Cabactulan** (Philippines) dit que sa délégation réaffirme son attachement à la Déclaration sur l'état de droit qui met l'accent sur le règlement pacifique des différends, le rôle des juridictions internationales, l'égalité souveraine et l'égalité des femmes et des hommes et fait de la lutte contre le terrorisme et la corruption des priorités. Elle reconnaît que le système des Nations Unies possède les institutions, méthodes de travail et relations voulues pour mettre l'état de droit au service de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement.

99. Au niveau national, l'état de droit est un instrument de justice et de développement. L'Organisation des Nations Unies joue un rôle clef dans le renforcement des capacités et l'échange de bonnes pratiques. Les partenariats entre les États Membres et les organisations internationales ont été fructueux dans les domaines de la bonne gouvernance, y compris la lutte contre la corruption et l'administration rapide d'une justice impartiale. De tels partenariats contribuent également à une croissance et un développement économique durables au profit de tous et au règlement pacifique des différends internationaux, comme le conflit qui oppose le Gouvernement des Philippines au Front Moro de libération nationale.

100. Tous les États Membres doivent appliquer le paragraphe 1 de l'Article premier de la Charte, qui veut que les règlements internationaux soient réglés par des moyens pacifiques, et le Chapitre VI, qui indique les mécanismes de règlement à la disposition des États Membres. Telle a été la raison d'être de la Déclaration de Manille de 1982 sur le règlement pacifique des différends internationaux, selon laquelle la soumission des différends d'ordre juridique au règlement judiciaire ne doit pas être considérée comme un acte inamical entre les États. Les Philippines sont attachées à l'état

de droit et à une approche du règlement des différends fondé sur des règles, et estiment que la médiation et l'arbitrage peuvent contribuer au règlement des différends maritimes et à la clarification des droits revendiqués dans la région en la matière. Elles sont aussi favorables à une conclusion rapide d'un code de conduite obligatoire applicable dans les zones économiques exclusives et les zones contiguës des États côtiers de la région.

101. Les droits maritimes des États côtiers sont limités par ceux établis par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Aucun pays ne devrait formuler des revendications maritimes démesurées et excessives en violation du droit international, en particulier de la Convention. La seule manière de procéder est de régler ces différends par des moyens pacifiques dans le respect de l'état de droit. La plus grosse partie de toutes les marchandises commerciales transportées d'un continent à un autre passent par les zones économiques exclusives des États côtiers de la région ou à proximité de celles-ci. La liberté de la haute mer est essentielle pour la paix mondiale et la stabilité de l'économie internationale.

102. Les considérations économiques mises à part, le Gouvernement philippin espère un règlement pacifique et l'instauration d'un régime maritime durable au bénéfice de tous. Il a exécuté ses obligations s'agissant d'appliquer la Convention. Il importe que tous les États contribuent à la paix, l'ordre, la stabilité et la prévisibilité dans les espaces maritimes; clarifier les règles et droits maritimes serait dans l'intérêt de tous ceux qui forment des revendications et de la communauté internationale dans son ensemble. De 1988 à l'institution d'une procédure arbitrale en 2013, toutes les voies diplomatiques et politiques bilatérales ont été épuisées à la recherche d'un règlement négocié des différends maritimes. Laisser ces différends se dégrader pendant des années perpétuerait les incertitudes et est une situation intenable.

103. L'état de droit est critique pour la prévisibilité et la stabilité du développement humain, national et international. Il assoit les relations entre les pays sur le respect et l'égalité souveraine et est nécessaire pour que la paix et la sécurité prospèrent. La conception que le Gouvernement philippin a de l'Organisation des Nations Unies est fondée sur la Constitution philippine, qui prescrit une politique étrangère au service de la

paix, de l'égalité, de la justice, de la liberté, de la coopération et de l'amitié avec toutes les nations.

104. **M^{me} Guillén-Grillo** (Costa Rica) dit que sa délégation attache beaucoup d'importance aux efforts que fait le système des Nations Unies pour aider les États Membres à s'acquitter de leurs obligations découlant du droit international et à l'action menée par le Secrétariat pour assurer le suivi de la Déclaration sur l'état de droit. Le Programme des Nations Unies pour le développement doit être en particulier félicité pour le rôle actif qu'il joue dans la promotion de la bonne gouvernance, tandis que l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) fournit à celles qui constituent la moitié la plus marginalisée de l'humanité des outils critiques pour les autonomiser et améliorer leur participation aux processus développementaux et politiques. La délégation costaricienne se félicite de la prise en compte progressive des droits de l'homme dans les initiatives de promotion de l'état de droit. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, le Gouvernement costaricien est résolu à faire en sorte que l'examen périodique universel soit mené de manière objective, apolitique et constructive.

105. En 1973, le Costa Rica a accepté la juridiction de la Cour internationale de Justice, l'entité chargée au premier chef d'assurer la justice et le respect des obligations découlant du droit international, conformément à la Charte. Il est important de noter que le rôle de la Cour est judiciaire et non politique et que, comme le prévoit l'Article 94 de la Charte, l'exécution de ses décisions est obligatoire. Ceci implique qu'il faut respecter non seulement les arrêts de la Cour mais aussi les mesures conservatoires qu'elle indique. Le Gouvernement costaricien attache aussi beaucoup de prix au rôle du Tribunal international du droit de la mer et de la Commission des limites du plateau continental.

106. Les progrès réalisés par les juridictions pénales ad hoc et la Cour pénale internationale dans l'administration de la justice pénale internationale permet d'être optimiste. Le Costa Rica attache une importance particulière à la ratification universelle du Statut de Rome. Dans sa lutte contre l'impunité, l'Organisation des Nations Unies devrait donner la priorité au financement adéquat de la Cour et des mécanismes résiduels des tribunaux ad hoc. Les États parties au Statut de Rome doivent aussi, pour assurer l'efficacité de la Cour, contribuer activement et sans réserve à préserver son indépendance. Les

considérations politiques ne doivent donc pas intervenir dans la mission strictement judiciaire de la Cour ni altérer les mandats que les États parties sont convenues de respecter.

107. Les États qui s'efforcent de maintenir l'état de droit créent de meilleures conditions de vie pour leurs citoyens. Lorsqu'une société est dotée d'organes législatifs efficaces et représentatifs et de lois justes, qu'elle assure la responsabilité de tous et des tribunaux indépendants, ainsi que l'accès équitable à la justice, la tolérance à l'égard de la diversité et l'intolérance à l'égard de la corruption et de l'impunité, son développement social, économique et culturel s'accélère. Le Costa Rica, une démocratie éprise de paix et qui n'a pas d'armée, ne pourrait exister dans la paix et la tranquillité sans les garanties qu'apportent le respect de l'état de droit et l'efficacité des mécanismes multilatéraux.

La séance est levée à 18 heures.